L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux—No. 73 rue des Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI MATIN, 7 JANVIER.

FEUILLETON.

LE BEAU SOLIGNAC.

PAR JULES CLARETIE.

XII—(Suite.)

—Et on sont les dangers, Castoret ? demandait Soligna. Et en quoi suis-je téméraire ?

—Vous femme brune, venue du Midi.

—Oui, je sais ce que tu vas dire, n'en parlons plus, si tu le veux bien ! Et attendons le premier coup de tonnerre pour crier que l'orage est proche !

Soligna ne devait pas attendre ce grondement de la foudre bien longtemps. La première visite qu'il fit à Claude Rivière lui montra que peut-être les pressentiments de Castoret avaient quelque fondement. Le colonel trouva Rivière absorbé, songeur, et le visage plus sévère encore que de coutume. Cette sévérité même ressemblait à de l'inquiétude. Soligna n'en eût point demandé la cause si le commandant n'eût, le premier, abordé la plus secrète confidence.

Les deux amis étaient assez étroitement unis et sûrs l'un de l'autre pour que toute conversation devint comme une confession profonde.

On eût dit que Claude avait hâte de rejeter le poids étouffant qu'il gardait sur le cœur, et de le faire fraternellement partager à un ami.

Soligna, dit-il avec une certaine onction mélancolique, dans des temps comme les nôtres et avec une tâche pareille à celle dont je me suis chargé, nul n'est certain de voir se lever l'aurore du lendemain. Je puis disparaître dans un combat, être tué légalement, finir brusquement comme tous ceux qui ont voué leur vie à une idée !..... Eh bien, je mourrais torturé à l'idée de laisser vivant, triomphant, heureux, infâme, un autre terre, un traître que je n'aurai peut-être pas pu atteindre, que je n'aurais pu châtier.

—Un traître !

—Un Judas qui m'a ravi mon honneur, qui a tué en moi la foi la plus vive que j'avais en une créature humaine, qui a désuni deux êtres qui s'aimaient—car elle m'aimait !.....

—Thérèse !

—Oui, oui, cette malheureuse femme qui est venue là, tremblante, suppliante, demandant un pardon à genoux !..... Ah, qu'elle l'emporte ce pardon, l'infâme créature, toute sa honte, crime et à ses remords. Mais lui ! lui ! si ma main ne pouvait le punir, si mon épée ne pouvait traverser son cœur, et je mourais frappé en le sachant vivant, ce serait pour moi une suprême, une épouvantable souffrance !

—Quel est cet homme ? demanda Soligna. Et comment se nomme-t-il ?

Je vous ai dit que c'était un infâme. Visage qui ment, mais qui trompe, œil qui se dérobe. Un Italien revêtu de l'uniforme de nos soldats !

—Un Italien ? fit Soligna.

—Un de ceux qui complotent avec moi ! Et comment n'a-t-il pas livré notre secret, lui qui sait si bien ce que c'est que le mensonge et que la trahison ?

—Son nom ? répéta le colonel.

—Agostino Ciampi, marquis d'Olona !

Soligna recula, à ce nom, comme s'il était frappé d'un éblouissement. Ciampi ! Ciampi ! Il n'y avait pas à douter, et c'était bien là le frère d'Andréina. Cet homme, qui ici avait été à première vue antipathique, se rencontrait encore sur son chemin, de la même Soligna retrouvait la main de l'Italien dans une vilenie.

Le colonel surmonta bientôt l'émotion et l'étonnement que la révélation de Claude Rivière venait de lui causer. Il ne laissa pas deviner au commandant que ce nom de Ciampi lui était connu.

Il écouta, calme, s'efforçant de se contenir, le récit sobre et profond comme la vérité, que Rivière lui faisait de ses âpres douleurs et de ses espoirs de vengeance. Puis, lorsque le commandant lui demanda s'il pouvait compter sur lui dans l'œuvre de colère comme dans l'œuvre de délivrance :

—Vous le pouvez, dit le colonel simplement.

—Le jour où je me trouverais dans l'impossibilité de châtier cet homme, ce serait vous qui l'attendriez ?

—Ce serait moi, dit encore Soligna.

Il revoyait, comme s'il avait encore devant lui la marquis d'Olona, il revoyait ce front insolent, ce regard qui n'allait pas droit comme une étincelle d'or, mais qui se coulait sous les cils comme un serpent se glisse, et, par un phénomène étrange, cette fois les craintes chimériques de Castoret semblaient prendre corps aux yeux de Soligna, et l'image même d'Andréina se transformait, se faisait bizarre, douteuse, avec des sourires énigmatiques, des attitudes de fille de Bohême perdue et contente.

Et Soligna, loin de s'en affliger, ressentait au contraire une certaine joie à cette perspective. Il respirait plus aisément, comme à l'approche de la tempête les poumons s'enflent d'une atmosphère imprégnée de soufre. L'aventure d'amour menaçait de se compliquer de quelque chose de nouveau et de militant. Le beau Soligna était enchanté.

Il quitta Rivière pour aller revêtir son grand uniforme. Le duc de Pâtre recevait ce soir-là, et les jardins du ministère étaient illuminés à *giorno*. C'était une de ces fêtes de nuit, assez à la mode alors, et que Fouché, cependant en guerre avec Clarke qui le traitait de *Jacobin*, essayait de multiplier comme les revues, même en cet été de 1809, pour "éperonner le commerce". Le beau colonel devait être encore un des héros de la fête. Enfourré et presque acclamé, il entendait un murmure flatteur s'élever à ses côtés, quand il traversait une foule prompte à pourvir de sourires, de frissons d'éventails, des murmures, fortifs, des chuchotements flatteurs.

Soligna avait salué le ministre et se dirigeait, pour prendre le frais, vers le jardin, dont la verdure était égayée par des lumières vives qui donnaient au feuillage une fraîcheur, une couleur, un éclat extraordinaires.

Auprès des salons, à la sortie du pavillon qui, de plain-pied, donnait sur les allées illuminées, des groupes s'étaient formés, éclairés par des torchères, et, assis ou debout, des jeunes gens à la mode entouraient une femme charmante, à demi étendue sur un chaise, et qui, les éventail diffusant son éventail ou en jouant avec le gant d'une de ses mains, écoutait avec une coquetterie sans provocation les propos des dix ou douze élégants qui hantent cet endroit.

Cette femme était vraiment si jolie avec ses cheveux d'un blond doré, son teint admirable et sa grâce, que Soligna, inaperçu des causeurs, s'arrêta un moment pour la contempler sur la première des trois marches qui condamnaient des appartements au jardin.

Assise ainsi, cette femme, qui pouvait avoir vingt ans, paraissait plutôt petite que grande ; elle était mince, élégante, avec des mouvements de tête d'une mutinerie spirituelle. Tout en elle était harmonie. Soligna eut bien vite détaillé cette beauté faite de charme. Les épaules et les bras, mal couverts par un châle rose, étaient superbes, pleins, d'une élégance évidemment et veinée de bleu. Les mains, dont une seule demeurait gantée, étaient mignonnes, et sans être grasses, se trouvaient de petites fossettes. La bouche fraîche, rose, aux dents blanches légèrement pointues, semblait faite pour le sourire.

Ce qui était surtout adorable chez cette femme, c'était le haut du visage : des yeux, des cils et des sourcils noirs contrastant avec des cheveux blonds, des chevaux d'enfant et si fins, si soyeux qu'une simple mèche prise dans l'opulent chignon se frisait en petites boucles, faisait audessus du front comme une neige et donnait à cette jolie femme, si terrestre d'ensemble par sa séduction mutine, une sorte de nimbe doré, poudroyant et lumineux.

Elle portait une toilette à la fois très élégante et très simple, mais qu'on devinait signée de Leroy, le modiste de la rue de Richelieu qui fournissait les modèles de tous les marteaux de cour. Un peigne-diadème, orné de turquoises, retenait ses cheveux et laissait s'échapper les boucles frisées qui tombaient sur le front.

Cette femme contrastait d'ailleurs tellement avec les héroïnes du monde officiel, alors si mêlé, que Soligna devina, dès le premier regard, que ce n'était point là une de ces dames dont les familiers du bonne maréchale Lefebvre était le type et dont s'amusaient le théâtre et les caricatures.

Evidemment, pour parler comme jadis les gentilshommes, cette jolie femme était *née*.

Soligna le regardait sans étonner ce qu'on disait autour d'elle, et pourtant, dans les propos de ces jeunes gens, il était justement question de lui.

—Qui, comtesse, disait l'un d'eux, il pourrait prendre comme Mme Hamelin au boulevard des Italiens, le titre de *Protégé des Grâces !*

—Il est bâti des deux ajouta un grand garçon maigre, au nez long, le menton relevé, avec des favoris bruns et réguliers, le cou extrêmement relevé et serré dans une haute cravate blanche d'où sortaient deux oreilles minces d'un rouge qui devait être cuisant. L'habit à la française, qui remplaçait le frac écourté de la journée, dessinait les omoplates et le dos du jeune homme. Tandis que tous les hommes qui passait la culotte courte de cérémonie, ces mollets ne montraient aucune courbe élégante, aucune musculature alerte : *des mollets de sots*, comme dit l'expression populaire.

Ce jeune élégant était un poète, alors fort à la mode dans les salons, le jeune Florival de Saint-Clair, réformé pour raison de santé—faiblesse de poitrine—, c'était la dure expression officielle—stupi, dans un temps tout entier voué au culte de la force et des muscles se contentait, par nécessité, des ascètes aux teints pâles, soupirait auprès des dames pour lesquelles il rimait des élégies, et qu'il tenait au courant des romans nouveaux.

La grande consommation d'hommes que faisait l'empereur permettait quelquefois à Florival de Saint-Clair de mêtre pas toujours un soupirant platonique. Eve n'ayant pas la proie, se contentait parfois de l'ombre. A quelque chose la guerre est bonne.

La délicieuse femme que Soligna contemplait, comme regarderait un oiseau de prix en liberté, en retenant son souffle de peur de le voir s'envoler,—la blonde et aristocratique invitée du duc de Feltre ne paraissait écouter Florival qu'avec une douce et aimable ironie.

Lui, au contraire, la regardait avec une passion visible. Il essayait de mettre dans ses yeux bleus, tout un monde d'amour.

J'aimable sexe pour lequel la moitié de la terre donnerait sa vie, disait Saint-Clair, soupire bien souvent pour cet homme. Et vous savez, comtesse, la nouvelle qu'Echo nous a transmise !.....

—Quelle nouvelle ?

—Cette brune et piquante Napolitaine dont l'œil profond a allumé tant de flammes aussi d'elle.....

—Mademoiselle d'Olona ?

Soligna écouta cette fois, tiré en quelque sorte de sa contemplation par le nom d'Andréina.

—Oui, fit Sainte-Clair. Mademoiselle d'Olona, justement.....

—Eh bien ?

—Eh bien ! on prétend..... on assure que cette beauté inassiblé a cédé devant tant de bravoure et que, semblable à la déesse séduisante qui reçoit nos vœux secrets, cette Vénus parthénopéenne a favorablement accueilli les protestations de cet autre Mars !

—Alors, M. de Soligna !

Le colonel n'attendit pas la réponse de Saint-Clair. Il coupa court à l'entretien en s'avançant vers le groupe des causeurs, sans affectation de mécontentement, mais simplement pour montrer qu'il était là.

Le premier qui l'aperçut fut le poète Florival. Il mit un doigt sur sa bouche et, d'un clignement d'yeux, ordonna ou prit timidement le silence.

La discrétion soudaine de Saint-Clair n'était pas sans une certaine inquiétude. Mais il fut rassuré lorsque le colonel, marchant avec une lenteur suffisante pour arrêter les propos sur les lèvres, se contenta de passer,—en manière d'avertissement, sans nul doute,—et s'enfonça dans une allée pendant que la comtesse le regardait s'éloigner.

—Eh bien ! dit un des jeunes gens élégants qui entouraient la jeune femme, vous l'avez vu !

—Oui, répondit-elle, un peu songeuse.

—Et garde-t-il, ainsi aperçu, le prestige que lui donne la poudre de la bataille ?

—Il a vraiment la tournure d'un gentilhomme !

—Il est charmant, dit Florival, qui savait gré au colonel de ne pas avoir entendu la conversation si brusquement interrompue.

—Un peu colossal ! fit un autre.

—Quand il aura grossi, il sera assez vulgaire !

A continuer.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, ou de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port se de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

EDITION HEBDOMADAIRE DE *L'ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

Taux du port de lettres, etc. pour les Etats-Unis.

Voici les taux du port des lettres, etc. pour les Etats-Unis.

N. B.—Tout ce que transporte la malle (excepté les journaux envoyés à des abonnés, d'un bureau de publication connu) doit être affranchi d'avance par des timbres.

Une lettre sur la malle un port est payé en plein, mais sur laquelle un port additionnel pourra être exigé, sera expédié lorsqu'elle aura été déposée à un bureau de poste, mais il sera dû sur la lettre que le reste du port devra être perçu sur livraison. Si le port n'est point payé ou en moins qu'un port plein est payé, la lettre sera envoyée au bureau où sont déposées les lettres non réclamées. Si, pendant l'intervalle, elle arrive à destination, elle paiera, sur livraison, le double du port. "Un port plein signifie trois cents."

Dans les grandes villes, dans les districts qui contiennent à de grands centres de population et ayant deux (ou davantage) bureaux de poste à une distance de trois milles l'un de l'autre, toute lettre déposée à l'un de ces bureaux, et adressée à une localité dans les limites de livraison d'un autre de ces bureaux, laquelle lettre aura été affranchie par l'advertance par le parlement du port local seulement, pourra être expédiée, mais le reste du port devra être perçu sur livraison.

Si des articles qui doivent payer différents taux de port sont envoyés dans un seul paquet, le taux le plus élevé devra être payé sur tout le paquet, mais deux (ou davantage) différents articles devant être mis dans le même paquet peuvent être envoyés dans le même paquet sur paiement de ce taux sur le paquet entier.

Les articles suivants sont exclus des malles : les liquides, les poisons, le verre les matières explosives ; les livres, les brochures, les tableaux et autres publications obscènes ou indécentes ; toutes lettres sur ou enveloppes desquelles et toutes les cartes postales sur lesquelles des épithètes grossières sont écrites, imprimées ou gravées, sur lesquelles des devises délogales sont imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures particulières (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant des auteurs aux éditeurs et excepté les lettres locales) ; sur tous les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles données par les imprimés primitifs, lesquels la correction d'erreurs typographiques) ; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppées ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans endéterre l'enveloppe ; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et renfermant quoique ce soit autre que des suppléments bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement ; sur tous les paquets ne devant pas payer de port, mais contenant quelques-uns cachés des lettres, &c., qui doivent payer le port—5 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des personnes, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deux ms classes.

N.B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazins et revues imprimés et émis à des époques annoncées d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissements.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant dans les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre : moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans le présent loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au général intendt du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875 sur réception des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste général, lequel timbre sera annulé au dos paquet ou au sac qui le contiendra, en sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire à chaque semestre résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième Classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder ceint que prescrit la loi, (c'est-à-dire, quatre livres) les moindres fractions que ce poids pesant le passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazins passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les cartes imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures particulières (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant des auteurs aux éditeurs et excepté les lettres locales) ; sur tous les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles données par les imprimés primitifs, lesquels la correction d'erreurs typographiques) ; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppés ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans endéterre l'enveloppe ; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et renfermant quoique ce soit autre que des suppléments bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement ; sur tous les paquets ne devant pas payer de port, mais contenant quelques-uns cachés des lettres, &c., qui doivent payer le port—5 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des personnes, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deux ms classes.

N.B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazins et revues imprimés et émis à des époques annoncées d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissements.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant dans les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre : moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans le présent loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au général intendt du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875 sur réception des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste général, lequel timbre sera annulé au dos paquet ou au sac qui le contiendra, en sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire à chaque semestre résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième Classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder ceint que prescrit la loi, (c'est-à-dire, quatre livres) les moindres fractions que ce poids pesant le passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazins passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les cartes imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures particulières (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant des auteurs aux éditeurs et excepté les lettres locales) ; sur tous les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles données par les imprimés primitifs, lesquels la correction d'erreurs typographiques) ; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppés ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans endéterre l'enveloppe ; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et renfermant quoique ce soit autre que des suppléments bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement ; sur tous les paquets ne devant pas payer de port, mais contenant quelques-uns cachés des lettres, &c., qui doivent payer le port—5 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des personnes, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deux ms classes.

N.B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazins et revues imprimés et émis à des époques annoncées d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissements.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant dans les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre : moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans le présent loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au général intendt du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875 sur réception des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste général, lequel timbre sera annulé au dos paquet ou au sac qui le contiendra, en sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire à chaque semestre résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième Classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder ceint que prescrit la loi, (c'est-à-dire, quatre livres) les moindres fractions que ce poids pesant le passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazins passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les cartes imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

EDITION HEBDOMADAIRE DE *L'ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

Taux du port de lettres, etc. pour les Etats-Unis.

Voici les taux du port des lettres, etc. pour les Etats-Unis.

N. B.—Tout ce que transporte la malle (excepté les journaux envoyés à des abonnés, d'un bureau de publication connu) doit être affranchi d'avance par des timbres.

Une lettre sur la malle un port est payé en plein, mais sur laquelle un port additionnel pourra être exigé, sera expédié lorsqu'elle aura été déposée à un bureau de poste, mais il sera dû sur la lettre que le reste du port devra être perçu sur livraison. Si le port n'est point payé ou en moins qu'un port plein est payé, la lettre sera envoyée au bureau où sont déposées les lettres non réclamées. Si, pendant l'intervalle, elle arrive à destination, elle paiera, sur livraison, le double du port. "Un port plein signifie trois cents."

Dans les grandes villes, dans les districts qui contiennent à de grands centres de population et ayant deux (ou davantage) bureaux de poste à une distance de trois milles l'un de l'autre, toute lettre déposée à l'un de ces bureaux, et adressée à une localité dans les limites de livraison d'un autre de ces bureaux, laquelle lettre aura été affranchie par l'advertance par le parlement du port local seulement, pourra être expédiée, mais le reste du port devra être perçu sur livraison.

Si des articles qui doivent payer différents taux de port sont envoyés dans un seul paquet, le taux le plus élevé devra être payé sur tout le paquet, mais deux (ou davantage) différents articles devant être mis dans le même paquet peuvent être envoyés dans le même paquet sur paiement de ce taux sur le paquet entier.

Les articles suivants sont exclus des malles : les liquides, les poisons, le verre les matières explosives ; les livres, les brochures, les tableaux et autres publications obscènes ou indécentes ; toutes lettres sur ou enveloppes desquelles et toutes les cartes postales sur lesquelles des épithètes grossières sont écrites, imprimées ou gravées, sur lesquelles des devises délogales sont imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures particulières (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant des auteurs aux éditeurs et excepté les lettres locales) ; sur tous les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles données par les imprimés primitifs, lesquels la correction d'erreurs typographiques) ; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppés ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans endéterre l'enveloppe ; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et renfermant quoique ce soit autre que des suppléments bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement ; sur tous les paquets ne devant pas payer de port, mais contenant quelques-uns cachés des lettres, &c., qui doivent payer le port—5 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des personnes, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deux ms classes.

N.B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazins et revues imprimés et émis à des époques annoncées d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissements.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant dans les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre : moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans le présent loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au général intendt du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875 sur réception des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste général, lequel timbre sera annulé au dos paquet ou au sac qui le contiendra, en sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire à chaque semestre résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième Classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder ceint que prescrit la loi, (c'est-à-dire, quatre livres) les moindres fractions que ce poids pesant le passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazins passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les cartes imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

EDITION HEBDOMADAIRE DE *L'ABEILLE*

Nous publions régulièrement, le samedi matin, une édition hebdomadaire renfermant toutes les matières,—littéraires, politiques et autres,—qui ont paru, pendant la semaine, dans l'*Abeille* quotidienne. Cette édition, complète sous tous les rapports, est fort utile aux personnes qui ne peuvent acheter le journal tous les jours, ou qui désirent tenir leurs amis ou correspondants européens au courant des affaires de la Louisiane. Nous la vendons sous bande dans nos bureaux à raison de 10 cts. le numéro.

Taux du port de lettres, etc. pour les Etats-Unis.

Voici les taux du port des lettres, etc. pour les Etats-Unis.

N. B.—Tout ce que transporte la malle (excepté les journaux envoyés à des abonnés, d'un bureau de publication connu) doit être affranchi d'avance par des timbres.

Une lettre sur la malle un port est payé en plein, mais sur laquelle un port additionnel pourra être exigé, sera expédié lorsqu'elle aura été déposée à un bureau de poste, mais il sera dû sur la lettre que le reste du port devra être perçu sur livraison. Si le port n'est point payé ou en moins qu'un port plein est payé, la lettre sera envoyée au bureau où sont déposées les lettres non réclamées. Si, pendant l'intervalle, elle arrive à destination, elle paiera, sur livraison, le double du port. "Un port plein signifie trois cents."

Dans les grandes villes, dans les districts qui contiennent à de grands centres de population et ayant deux (ou davantage) bureaux de poste à une distance de trois milles l'un de l'autre, toute lettre déposée à l'un de ces bureaux, et adressée à une localité dans les limites de livraison d'un autre de ces bureaux, laquelle lettre aura été affranchie par l'advertance par le parlement du port local seulement, pourra être expédiée, mais le reste du port devra être perçu sur livraison.

Si des articles qui doivent payer différents taux de port sont envoyés dans un seul paquet, le taux le plus élevé devra être payé sur tout le paquet, mais deux (ou davantage) différents articles devant être mis dans le même paquet peuvent être envoyés dans le même paquet sur paiement de ce taux sur le paquet entier.

Les articles suivants sont exclus des malles : les liquides, les poisons, le verre les matières explosives ; les livres, les brochures, les tableaux et autres publications obscènes ou indécentes ; toutes lettres sur ou enveloppes desquelles et toutes les cartes postales sur lesquelles des épithètes grossières sont écrites, imprimées ou gravées, sur lesquelles des devises délogales sont imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou mutiler le contenu des sacs de la malle ou toute personne employée au service de la poste.

Il n'est pas permis aux maîtres de poste de faire crédit ni de faire une livraison avant que tout le port soit payé.

Première classe.

Sur les lettres, les paquets cachetés, écritures ou écritures particulières (excepté les manuscrits de livres et les épreuves corrigées passant des auteurs aux éditeurs et excepté les lettres locales) ; sur tous les imprimés marqués de manière à donner des informations autres que celles données par les imprimés primitifs, lesquels la correction d'erreurs typographiques) ; sur toutes choses ne devant pas payer le port de lettres mais qui sont enveloppés ou attachées de telle sorte que les maîtres de poste ne peuvent les examiner sans endéterre l'enveloppe ; sur tous les journaux, magazines et revues envoyés, par les éditeurs aux abonnés et renfermant quoique ce soit autre que des suppléments bona fide, des comptes ou des reçus d'abonnement ; sur tous les paquets ne devant pas payer de port, mais contenant quelques-uns cachés des lettres, &c., qui doivent payer le port—5 cents pour chaque demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Sur les lettres locales déposées à des bureaux où la livraison est gratuite, par des personnes, n'est pas établie, un cent par demi once ou fraction d'once. Le poids des paquets est limité à quatre onces.

Deux ms classes.

N.B.—Cette classe comprend tous les journaux, magazins et revues imprimés et émis à des époques annoncées d'un bureau de publication connu, adressés à des abonnés réguliers.

Affranchissements.

Sec. 5. Qu'à partir du 1er janvier 1875 sur tous les journaux et publications périodiques expédiés, par la malle, d'un bureau connu ou d'une agence de nouvelles, et adressés à des abonnés réguliers ou des agents de nouvelles, le port sera comme suit : sur les journaux et les publications périodiques paraissant dans les semaines et plus souvent, deux cents par livre et une fraction de livre : moins souvent, trois cents par livre et une fraction de livre—pourvu que rien dans le présent loi ne soit interprété de manière à changer ou amender la section 99 de la loi intitulée "loi pour reviser, consolider et amender les lois qui ont trait au général intendt du bureau de poste", et approuvée le 8 juin 1872.

Sec. 6. Qu'à dater du 1er janvier 1875 sur réception des dits journaux et publications périodiques au bureau de poste, ils seront posés ensemble et le port en sera payé par un timbre spécial adhérent qui sera fourni par le maître de poste général, lequel timbre sera annulé au dos paquet ou au sac qui le contiendra, en sur un mémorandum constatant le dit paiement, ou autrement, ainsi que décidera le maître de poste général.

Sec. 7. Que les journaux dont un exemplaire à chaque semestre résidant dans les limites du comté où le dit journal est imprimé et publié en partie ou en totalité, passeront franc de port, mais les dits journaux ne seront pas livrés au bureau de porteurs de lettres ni ne seront distribués par les porteurs, à moins de paiement de port ainsi que l'exige la loi.

Troisième Classe.

Tout ce qui appartient à la troisième classe doit être payé d'avance et en plein.

N. B.—Le paiement doit se faire, d'avance, en timbres, et le poids ne doit pas excéder ceint que prescrit la loi, (c'est-à-dire, quatre livres) les moindres fractions que ce poids pesant le passeront point par la malle.

Sur les brochures, les publications faites de temps en temps, les journaux, revues et magazins passagers ; les petites affiches, les affiches, les feuilles de musique, les cartes imprimées ou gravées ; tous les articles qui, par leur forme ou leur nature, sont susceptibles de détacher, déligurer ou muti